

La formation universitaire française et francophone dans le contexte de la mondialisation

Par Trinh Van Minh
Université Nationale du Viet Nam à Ha Noi

Nul ne doute que la formation des ressources humaines est de tout temps au cœur des préoccupations des États et gouvernements, et ceci à plus forte raison dans les pays en voie de développement. Outre les dispositifs de formations nationales à tous les niveaux, les formations étrangères, quel que soit le pays considéré, semblent un des piliers de la diversification de l'offre en réponse d'une part, à l'amélioration qualitative des formations, d'autre part, à l'exigence de l'intégration mondiale et par conséquent à la mondialisation.

Dans cette région la moins francophone du monde, les formations françaises et francophones ne datent pourtant pas d'aujourd'hui. Elles font partie des plus anciennes, avec, du moins pour la péninsule indochinoise et s'agissant de l'enseignement supérieur, la création de l'École Supérieure de Médecine de Hanoï en 1902 et en particulier la fondation de l'Université Indochinoise en 1906 par le gouvernement de Paul Beau (1902-1908), sans oublier le système de l'enseignement général conçu et développé depuis les débuts de l'administration coloniale. Il faut remarquer la volonté du gouverneur Paul Beau qui voulait faire de cette création une structure ouverte à toute l'Asie, ayant une influence continentale. Cependant, il faut attendre une quinzaine d'années, surtout sous le gouverneur général Paul Bert (1917-1919), pour voir le développement de nombreuses filières de formations scientifiques et en sciences sociales et humaines...



L'Université indochinoise, première institution universitaire au Vietnam.

Photo : Linh TLe/CVN

Par son évolution historique, chacun des pays de la région connaît des étapes révélatrices de la coopération française et francophone dans la formation des ressources humaines. Au vu des intellectuels, scientifiques de renom formés jusqu'ici, du nombre d'étudiants croissant inscrits dans les formations françaises dans des structures diverses, délocalisées ou pas, malgré des événements tumultueux survenus au cours de l'histoire, comme les guerres, on s'accorde à dire que l'attrait des formations françaises est toujours manifeste, que les intérêts restent bien évidemment importants, mais que les défis ne le sont pratiquement pas moins.

Un autre élément marquant a été l'adhésion officielle des pays de la région à la Communauté Francophonie ayant le français en partage (pour mémoire, 1970 pour le Viêt Nam, 1979 pour le Vanuatu, 1991 pour le Laos et 1993 pour le Cambodge). L'engagement institutionnel des pays de la région à la Francophonie traduit leurs motivations claires : rejoindre une communauté internationale pour laquelle des liens historiques restent forts, et dont les valeurs telles l'ouverture à la diversité culturelle, l'humanisme, le respect mutuel, la solidarité et la coopération... sont autant d'aspirations des peuples.

La langue française est de ce fait le vecteur principal de ces grandes valeurs (langue connue principalement comme étant une grande langue de culture, de civilisation, par contraste avec tout ce qui est qualifié de passéiste, à plus forte raison dans un contexte de mondialisation où prime le pragmatisme économique, tel que nous vivons actuellement) ; cette langue, à côté d'autres grandes langues internationales nous paraît de plus en plus un outil de développement.

On note que l'engagement institutionnel des pays leur a ouvert une nouvelle étape de coopération multilatérale en Francophonie dont le volet « éducation et formation » demeure une priorité pour la région. Ainsi l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) y a-t-elle marqué sa forte implication depuis 1994 avec des programmes d'éducation et de formation du français et en français au niveau de l'enseignement général et de l'enseignement supérieur. Dès lors, les formations francophones font partie du paysage universitaire de la région. Quelques 4 000 étudiants s'inscrivent régulièrement, depuis la fin des années 90, aux diverses formations francophones soutenues et ensuite accompagnées par l'AUF.

Aujourd'hui, même si la langue française reste dans une position relativement marginale dans le pays, elle est en revanche appréciée en tant qu'outil d'éducation et de formation universitaire d'excellence permettant de former chaque année des milliers de francophones, parmi lesquels beaucoup deviennent acteurs du développement de leur pays. Dans cette perspective, la langue française, sans être la langue étrangère la plus apprise, offre des atouts tout à fait significatifs et complémentaires. C'est bien langue d'enseignement et d'apprentissage.

Il faut souligner que dans un environnement marqué par une grande dynamique d'intégration régionale et internationale caractérisé par la prédominance de l'usage de l'anglais comme moyen principal de communication, outre l'intérêt porté aux

formations françaises et francophones dans différents pays de la Francophonie, celles qui sont développées sur place (délocalisées, en co-diplomation ou diplomation étrangère) apparaissent comme une offre intéressante sur tous les plans : comme réponse effective aux besoins diversifiés des ressources humaines pour divers secteurs socio-économiques et technologiques, comme marqueur fort de l'action de la Francophonie et notamment de l'AUF en direction des pays membres, notamment ceux n'ayant pas le français comme langue d'enseignement officielle.

La thématique posée dans ce débat, à savoir « *les formations françaises et francophones en Asie-Pacifique dans le contexte de la mondialisation* », pourra nous amener sur deux pistes de réflexion à la fois diachronique et synchronique. Toutes deux tout en s'enrichissant nous permettront de répondre, grâce aux contributions et témoignages des auteurs français et francophones, aux interrogations suivantes :

1. Face à la mondialisation qui s'accélère, les formations françaises et francophones gardent-elles toujours leur pouvoir d'attraction chez les jeunes ?
2. Quels sont les enjeux et les formats possibles des formations françaises et francophones dans cette mondialisation dominée par l'anglais ?
3. Quelles sont les spécialisations françaises qui attirent toujours les étudiants étrangers ?
4. Quelle serait la plus-value d'une formation française ou francophone dans le contexte de la mondialisation ?
5. Quelle est la place des formations françaises et francophones dans l'ASEAN ?

Le comité de rédaction de la FAP examinera les contributions et témoignages des chercheurs, des personnes intéressées par ces questions tout en restant ouvert à toute autre proposition de communication relative à la thématique générale.

Les articles définitifs (maximum 30 000 signes espaces compris) seront adressées à **trinhminh@yahoo.fr** et à **tran.thiquyen@vnu.edu.vn** au plus tard **le 15 janvier 2019**.

Quelques références bibliographiques

1. ARNAUD Serge, GUILLOU Michel et SALON Albert, *Les Défis de la francophonie*, Alfarès, Paris 2002.
2. Trinh Van Minh, « Quelle place pour la langue française à l'heure de l'économie de marché ? », in **Plurial 6, Regards sur la francophonie**, Presses Universitaires de Rennes, 1996.
3. Trinh Van Minh, « Comment se préparer à une mondialisation multilingue ? », in **Revue Internationale des Mondes francophones**, n° 1, Lyon, automne-hiver 2009.
4. Trịnh Văn Minh (*et al.*) Le français, langue d'enseignement : expérience asiatique, in *L'université en contexte plurilingue dans la dynamique numérique*, Archives Contemporaines, Paris, 2016 (ouvrage collectif-sous la direction de Serge Borg, Maria Cheggour).
5. Xavier Durand, Ch., *Le français : une langue pour la science*, Table ronde associée à l'Assemblée générale de l'AUF, Québec, 19 mai 2001.